

LES

CAHIERS

DE L'

HISTOIRE

DE LA METALLURGIE

Publication de l'Institut cgt d'Histoire Sociale de la Métallurgie



EDITO

Le poids du syndicalisme est déterminant en sortie de crise

Le calendrier de la mémoire collective remet à jour la **Libération** de notre pays du joug nazi, l'occasion est donnée à bon nombre de médias, d'organisations et associations diverses d'appuyer sur les aspects qui les intéressent.

Les faits et gestes seront certainement l'objet d'instrumentalisation pour des objectifs immédiats qui n'ont pas plus d'intérêt historique, que de respect de la vérité.

Pour ce qui concerne notre Institut, fidèle à sa volonté d'être utile pour aujourd'hui et pour demain. Il semble que la question d'une intervention syndicale pour une sortie de crise positive (pour les salariés et la population) est très instructive.

Nous avons rappelé comment les confédérations dissoutes de la **CGT** et de la **CFTC** s'étaient retrouvées au **Perreux** en **1943**. Leur participation à l'élaboration du programme du « **Conseil National de la Résistance** » dans lequel nous retrouvons les grandes conquêtes sociales dont la **sécu**, la **retraite**, les droits des **CE**... puis en **1944** pour lancer la « **grève insurrectionnelle** » pour la libération du pays.

Le général américain **Eisenhower** déclarera que la Résistance représentait l'équivalent de 15 divisions et que sans elle la libération de la France aurait été retardée de plusieurs mois.

La France libérée par elle-même, le **colonel Rol**, notre président d'honneur

qui paraphe l'acte de reddition du général **Von Choltitz** commandant du « **grand Paris** » sont des actes forts, symboliques du rôle des salariés et de la résistance populaire.

Mais combien d'actes du même niveau ont été réalisés village par village, usine par usine, pour en même temps se libérer, mais aussi refuser l'installation d'une administration américaine d'occupation telle que prévue dans le plan **AMGOT** ?

Il serait intéressant de multiplier les initiatives par syndicat, par bassin, pour montrer de quelle façon les métallos en **1944** et **1945** ont pesé en bas pour une issue positive à la fin de l'occupation nazie, comment ils ont bâti de leurs mains les premiers guichets de la **sécurité sociale** en **1946** contre le patronat et la **CFTC**.



De même nous célébrerons le centenaire de la naissance de **J.Pierre Timbaud**, membre du Bureau de la **FTM**, fusillé en **1941** à **Châteaubriant** avec **26 de ses camarades**, qui ne vivront pas les formidables moments de joie de la **Libération** comme des milliers d'autres disparus dans les camps de concentration ou aux poteaux d'exécution.

Rappeler leur mémoire c'est réaffirmer leur combat dans les grandes **conquêtes sociales de 1945-1946**, c'est donner du souffle au syndicalisme d'aujourd'hui face à la crise provoquée par la mondialisation.

Jean-François CARE,
Secrétaire Général de
l'I.H.S. CGT Métaux

Les Cotisations adoptées par l'Assemblée générale de Juin 2004

Syndicat/UL/U.S.T.M./C.C./C.E./
Associations/Organismes : 80 Euros
(Moins de 50 adhérents : 20 Euros)
Individuelle C.G.T. : 20 Euros
Individuelle hors C.G.T. : 40 Euros
Etudiant individuelle : 15 Euros

Pensez à votre cotisation annuelle 2004.

Faites des adhésions nouvelles

N° 9

Juillet 2004

Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie
94 rue Jean-Pierre Timbaud
75011 Paris
Tél : 01.53.36.86.39.
Fax : 01.53.36.86.38
http://www.ftm-cgt.fr
e-mail : ihs@ftm-cgt.fr
Imprimé par nos soins.

Sommaire

Edito : *Le poids du syndicalisme* P. 1

Les dossiers de l'IHS

"L'Hommage aux Militants
Victimes des Nazis en 1946"
Paginé de I à VI

L'A380 Histoire et Espoir P. 2 à 5

L'AG de l'IHS Métaux P. 6

Le 60^{ème} Anniversaire P.7

La Macif P.8

Maquette et rédaction :
JP Elbaz

La mise en chantier de l'A 380 a donné lieu à une conférence de presse de l'I R H S Midi-Pyrénées et du Comité régional Cgt Midi-Pyrénées, (Extraits).

L'Institut d'histoire sociale de Midi-Pyrénées a un devoir de mémoire, et surtout de vigilance, afin d'établir les vérités souvent noyées dans l'expression de la « vocation aéronautique de Toulouse et sa région », comme s'il s'agissait d'un terroir ou d'un vignoble à avions ! Si vocation il y a, c'est celle de la lutte permanente des hommes, ceux qui se battaient pour s'élever, voler, créer et défricher des lignes, étudier et construire des avions.

Où en serait cette vocation sans l'intervention collective des populations et des salariés avec leurs organisations syndicales, agissant dans le sens de leurs intérêts, ceux de toute une ville, une région ?

A la question : que serait la région sans l'aéronautique ? Ajoutons : que serait l'aéronautique sans ces luttes ?

Parce que **Caravelle**, en son temps, puis **Concorde** et **Airbus** ont eu leurs opposants, leurs détracteurs, et pas uniquement hors de nos frontières. En France aussi, parmi nos gouvernants, nos politiques, quelque fois les mêmes qui préconisaient les abandons, ou leurs amis qui aujourd'hui récupèrent à leur profit les retombées des succès que les salariés ont obtenus, et cela sans écarter les transactions juteuses. C'est en maintenant vigilance et mobilisation que le rôle de la mémoire est bénéfique. Nous en avons choisi cinq étapes qui sont démonstratives et ont été déterminantes.

1936-1937 : la véritable naissance de la construction aéronautique régionale

C'est une conquête des salariés, du **syndicat des métaux de Toulouse**, réuni dans la **CGT**.

Elle est la conséquence et le prolongement des acquis sociaux des grandes luttes de **1936**. Le **11 août**, le gouvernement de **Front populaire** décrète la nationalisation d'usines d'armement, dont cinq groupes de constructeurs d'avions situés dans diverses régions. **Ni Toulouse ni sa région ne sont retenus.**

Pourtant, leur addition dépasse le seuil des **1 200 salariés** requis. **Latécoère** (800 salariés) refuse ; en revanche, **Dewoitine**, en difficultés financières, voudrait profiter de l'aubaine pour, avec les commandes de l'État, retrouver ses capacités à réaliser des appareils, alors qu'il est réduit par manque de moyens à n'être qu'un bureau d'études.

Avec le syndicat des métaux, les **600 salariés de Dewoitine** obtiennent la nationalisation de leur entreprise, la **SAF**.

Au lendemain des **Accords Matignon**, chez **Latécoère** les salariés sont massivement en lutte, le patron refuse leur application, notamment les **conventions collectives** et salariales. Il en vient aux licenciements, reprenant ses méthodes d'avant **1936**.

Mais les choses ont changé. Première entreprise en grève avec occupation en **mai 1936**, la voilà réoccupée jusqu'à sa nationalisation en **juin 1937** (un an de luttes), la réembauche des licenciés et l'application des conventions obtenues. C'est en défilé de **Montaudran à Pasteur**, derrière la banderole « *Nous sommes 700 : nationalisation* » qu'ils viennent après un référendum, « *se nationaliser* ». Avec les **600 de la SAF**, ils forment le **sixième groupe**, la



1936, chez Latécoère



La conférence de presse

Société Nationale de Construction Aéronautique du Midi (SNCAM), qui devint ensuite la **SNCASE**.

Les négociations sont menées par le ministre de l'Air **Pierre Cot** et son chef de cabinet **Jean Moulin**, entre les délégués de Toulouse (**Silat et SAF**), accompagnés des députés élus du **Front populaire A.Bédouze et Allen-Prévot** (maire de Toulouse), et leurs patrons. Il n'est pas anecdotique de rappeler ainsi la présence active de celui qui deviendra le héros et martyr de la

Résistance, et qui a manifesté, tout au long de l'histoire de notre aéronautique, son attachement à la liberté, au progrès, à l'innovation et à l'indépendance nationale. La **SNCAM**, dès **1938**, emploie **4 000 personnes** pour des commandes d'avions et de matériel de guerre, sur des superficies et des structures qui seront celles utilisées pour concevoir **l'Armagnac, Caravelle, Concorde et les premiers Airbus**. Programmes dont les études (débutées dans la clandestinité) et les réalisations n'auraient jamais existé sans cette nationalisation d'une industrie techniquement, économiquement et politiquement stratégique. On peut parler là du rôle historique des salariés, guidés par leur syndicat **CGT unifié**.

1940-1950 : la liberté, la paix, le pain... l'indépendance

En **novembre 1938**, nombre de militants vont être pourchassés, arrêtés (souvent dans leur usine par les gendarmes français), internés, emprisonnés, déportés, pour s'être opposés à cette droite qui répand le mot d'ordre : « *Plutôt Hitler que le Front populaire*. » L'intervention de la police de **Vichy** puis de la **Gestapo** fit qu'ils ne retrouvèrent leur poste de travail dans les usines d'aviation qu'en **1945**. Pas tous, hélas !

La stèle de l'usine **Saint-Eloi** comporte **vingt et un noms de martyrs de la Résistance**, dont celui d'**Henri Plas**, secrétaire du syndicat des métaux, qui participa aux négociations ministérielles de **1937**, dont le nom a été donné à une artère de **Colomiers**.

Dans ce même esprit de conquête de liberté, d'indépendance nationale, d'acquis sociaux, ces hommes, vont participer à leur poste, avec d'autres, aux actes et actions de **Résistance** et à la **Libération** de Toulouse le **19 août 1944**, et à ce titre gagner le droit et le devoir de mettre en application le **programme du Conseil National de la Résistance** dans la région, par les comités locaux et départementaux de **Libération**. Relancer la production, participer à la reconquête de tout le

territoire national, gérer l'économie locale, avec des originalités : les « *Accords de Toulouse* » et les comités mixtes de production (qui deviendront les comités d'entreprise). Faut-il rappeler que **Toulouse** s'est

elle-même libérée, sans l'aide des armées, avec les maquis régionaux, et les comités locaux et d'entreprises de libération, huit jours avant **Paris** et la formation du gouvernement provisoire de la **France**.

Cela donne des droits et des devoirs à

développement à **Toulouse**.

Parlons un peu de ces hommes, ceux qui ont engendré, *le sixième groupe*, les **Llabres, Nicolas, Plas, Sylvestre**, en tant que responsables et au nom des syndiqués, des salariés, contre ces hommes que la légende doit limiter au rang de

« *pionniers* » guidés totalement par leurs intérêts, la philanthropie n'étant de mise ni chez eux ni chez les salariés, syndiqués ou pas. Ces « *légendes* » ouvraient la porte à la police pour des

qui multiplie provocations et s'essaie au chantage : la maintenance de l'appareil contre la reprise du travail. Les cadres, techniciens et ouvriers de la piste en grève ont assumé jusqu'au succès du mouvement.

1970-1980 : les salariés portent à bout de bras la sauvegarde et le développement de notre industrie

Le **1er janvier 1970**, le gouvernement, décidant une accélération dans la restructuration de l'industrie (après **Potez, Breguet-Dassault**, etc.),



CARAVELLE au stade de la finition dans le hall Georges HERIL à TOULOUSE St-MARTIN



Intervention durant la conférence : Bernard Lamirand Président de l'IHS CGT Métallurgie et Henry Gensous ancien membre du CEF

leur organisation, la **CGT** sortie de la clandestinité pour appliquer les consignes des comités de libération. Dans l'immédiat, relancer la production, alors que la plupart des patrons ont déserté leur entreprise, et s'atteler avec ténacité au redémarrage et au développement de la construction aéronautique. C'est le **Languedoc**, la série des **D (Dewoitine) 520**

et les hydravions (chez **Latécoère**) et le **Breguet « deux ponts »**, que valorisent les salariés pour s'opposer au plan **Marshall**, afin de conserver une aéronautique garante de l'indépendance nationale dans une industrie qui, encore en **2004**, reste stratégique. Ce qui fera dire à **Lucien Llabres** : « *Nous ne nous sommes pas libérés d'une occupation pour tomber dans une autre* ».

Lucien, ingénieur, secrétaire du syndicat des métaux de la CGT réunifiée, élu à la Fédération de la métallurgie, responsabilité nationale qui lui a permis de saisir que seule la nationalisation d'un groupe et les commandes d'État pouvaient assurer sa survie et son

arrestations avant et pendant **Vichy**, ils sont les « *absents* » de la **Résistance**, absents de la relance dès la Libération, ce sont les comités locaux de leurs usines qui assurent la production, leurs directeurs complaisant avec les nazis étant débarqués pour épuration.

Oui, les salariés, et avec eux ces hommes ont acquis droit et respect, et, pour notre Institut et les travailleurs de la branche, la reconnaissance. Ainsi, ils vont ajouter à la liste des fabrications citées, et parmi d'autres à **Toulouse, l'Armagnac** et surtout le premier appareil novateur : **Caravelle**.

Mai-juin 68 à Sud-Aviation : cette déferlante d'arrêts de travail, de grèves et d'occupations d'usines démarre, comme en **1936**, dans l'aéronautique, à **Sud-Aviation Nantes** (séquestration du directeur). A Toulouse, elle va durer **21 jours**, les responsables syndicaux montant une garde sécuritaire autour de **Concorde**, sa veille technique à huit mois de son envol, démontrant un sens aigu des responsabilités et du respect de l'outil de travail face à une direction

regroupe la plupart des constructeurs de cellules dans la **SNIAérospatiale**, présentée comme un atout, mais avec pour but avoué de baisser les effectifs de **8 000 emplois** ; sont visés les bureaux d'études de **Courbevoie**, le centre technique de **Suresnes** et le site de **Châteauroux**. C'est la fin de la série **Caravelle**, les commandes d'**Airbus** ne démarrent pas et **Concorde**, qui fait ses preuves technologiques, voit le **1er février 1973** la quasi-totalité de 76 commandes annulées suite à la défection des compagnies américaines **PANAM** et **TWA**, sous la pression de leur gouvernement.

Dès la découverte d'un plan de démantèlement, la CGT propose un plan d'urgence en comité central d'entreprise, aux parlementaires. **Georges Séguy** le présente le **22 février 1973** devant **5 000 personnes à la Halle aux Grains**. L'opinion publique s'avèrera en être son meilleur soutien, parce qu'elle en saisie l'intérêt pour la région. L'opposition au démantèlement se traduit par de

nombreuses actions, parfois unitaires, jusqu'à cette nuit du **26 au 27 septembre 1974** où le refus du chantage : mutations ou licenciements, entraîne l'occupation de l'entreprise et la retenue de la direction, provoquant l'intervention des **CRS**. A la suite de cette occupation, le secrétaire de la **CGT**, **Henri Gensous**, et celui de la **CFDT**, **Guy Malaterre**, seront traînés devant les tribunaux.

Quatre jours après, le **1er octobre**, avec la **CGT et la CFDT**, **10 000 Toulousains** se rassemblent derrière notre maquette de **Concorde**, bien au-delà des 2 000 salariés qui avaient occupé les bureaux de la direction, montrant bien le rôle décisif de l'opinion publique régionale à l'égard de son aéronautique. En effet, dès le lendemain les solutions étaient trouvées, les sanctions pour refus de mutation levées, des charges de travail transférées à **Toulouse** - et bientôt un PDG acceptait (avec quelques moyens) de relever le défi du développement que nous avons lancé.

Cette mobilisation de l'opinion publique se fait autour de dizaines d'associations aussi diverses que celles des étudiants, des agriculteurs, les associations confessionnelles, les partis politiques (UNR excepté), des conseils municipaux, des élus, etc. Ce qui fait dire

informant de la situation, proposant des solutions pour sortir de la crise, dans des lieux insolites, devant les supermarchés, au Stadium, à l'entrée de la Foire, et pas seulement à **Toulouse** : au Salon du **Bourget**, à **Figeac**, à **Tarbes**, à **Montauban**. Et surtout l'inoubliable rassemblement des **5000** à **Châteauroux**, qui a vu converger de toutes régions de l'Hexagone des délégations de toutes les usines de la branche. Nous n'avons pu sauver ce site, mais nous y avons soudé nos luttes, qui vont porter leurs fruits et sauver l'essentiel.

Gouvernement et directions nous proposent un nouvelle mouture (qui fait long feu) d'un accord avec **Douglas** (Etats-Unis). Seuls semblent y croire le secrétaire d'État aux Transports, le « *Toulousain* » **Cavaillé**, adjoint au maire **Pierre Baudis**. Les travailleurs, eux, ont déjà donné avec la triste expérience de **Caravelle**.

L'interdiction pour **Concorde** d'atterrir à **New York** provoque un tollé bien au-delà de Toulouse. Un temps seule, la **CGT**, qui a recueilli des dizaines de milliers de signatures portées à l'**Élysée**, est rejointe dans la lutte par le « *comité de soutien à Concorde* », avec un homologue britannique. La **CGT** y adhère sur-le-champ, animant les actions.

C'est gagné : **Concorde atterrit le 22**

Ces déblocages et la mise en ligne d'**Airbus** par les compagnies nationalisées **Air France** et **Air-Inter** sont les résultats de la volonté et des luttes des salariés de la branche, constructeurs, motoristes et équipementiers (**SNECMA**, **Hurel-Dubois**, **Ratier Figeac**, **ABG-Semca**, **devenu Liebherr**, **Latécoère**, etc.) et de ceux des compagnies, avec leurs syndicats, les comités d'entreprise et **comités centraux d'entreprise d'Air France et d'Air-Inter**. L'appui de vos organismes ou associations, vos notoriétés d'élus a permis que se concrétise favorablement cette étape du développement que furent la mise en ligne du **Concorde et d'Airbus**

Malgré ses détracteurs **Concorde** a rempli son rôle d'éclairer, de défricheur, pour ouvrir des débouchés au savoir-faire de la recherche technologique et de l'innovation, aux réalisateurs régionaux, nationaux et européens.

C'est avec **Concorde** que s'est concrétisée efficacement la coopération européenne, souvent citée en exemple. Comme doit être rappelée l'exemple de coopération des salariés, par l'intermédiaire des représentants des **Trades-Unions** et de la **CGT**, des syndicats de la **BAC** et d'**Aérospatiale**, de **Rolls-Royce** et de la **SNECMA**, et des fédérations de la branche. Ces contacts que nous avons concrétisés par une première journée d'action franco-britannique le **26 mars 1976**, et qui ont avec le temps abouti à l'intégration de la **CGT** dans la **Confédération européenne des syndicats**, la **CES**

1976-1982 : L'analyse des perspectives d'un développement du transport aérien

de masse désignait le créneau de 100-150 places comme le plus prometteur, celui dont l'impact sur le marché serait le plus décisif pour l'avenir. La commission nationale de l'aéronautique de la **Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT**, composée des représentants de toute la branche, motoristes et « *militaires* » compris (**Dassault**, **SNECMA**, **entre autres**), proposait depuis dix ans le véritable successeur de **Caravelle**.

Confortée par les retombées d'**Airbus** et surtout de **Concorde**, avec l'apport des chercheurs des « *avant-projets* », la **CGT** lançait une campagne pour le lancement immédiat de ce programme, qui portait le n° **A200**.

Pour cet **A200**, que la **CGT** lançait symboliquement à **Blagnac** face aux bureaux d'études, avec le parrainage d'un *secrétaire confédéral* et d'un

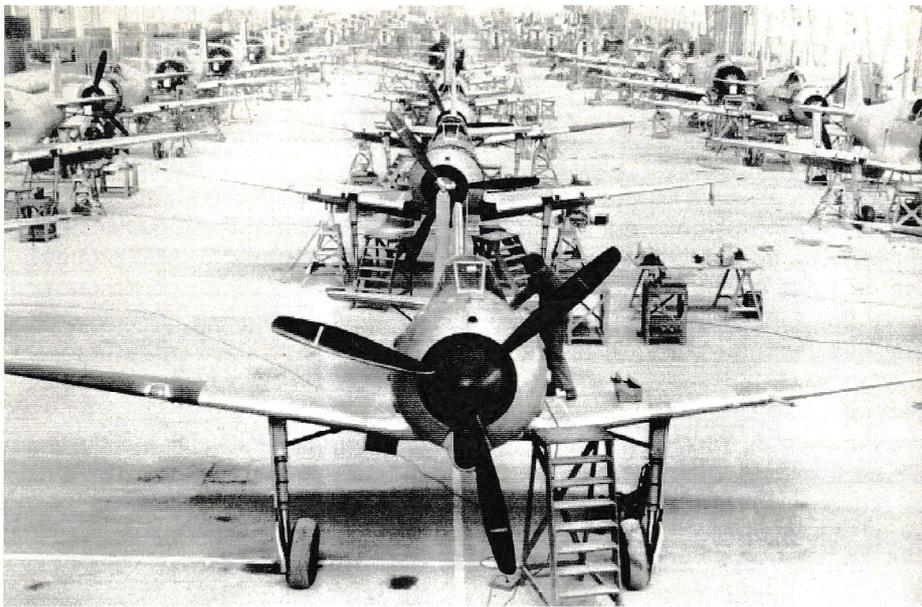


à un quotidien : « *Des communistes à l'archevêque, tout Toulouse se mobilise pour l'aéronautique.* »

Cela n'est pas venu tout seul : les salariés de l'aéronautique, avec leurs organisations, parfois unies, parfois dispersées, ont distribué des dizaines et des dizaines de milliers de tracts

novembre 1977 à New York.

L'autorisation d'atterrissage, la mise en service de **Concorde**, sont les éléments déclencheurs des premières exploitations d'**Airbus** sur le continent européen, et surtout américain, jusqu'à la chasse réservée de **Boeing** et de **Douglas**.



secrétaire national de la métallurgie CGT, des cartes postales ont été expédiées au **Président de la République**.

Cet **A320** (appellation officielle), que nous avons présenté comme le « *projet français pour l'Europe* », sera lancé officiellement en **1982**, après cinq années passées à expliquer, à convaincre les pouvoirs publics, soit près de quinze ans de luttes et d'attentes pour l'avion européen le plus vendu, celui qui a réellement concrétisé la famille (*l'A310 en étant une version*), et toujours dans l'innovation.

1999-2004 : après Caravelle, Concorde, Airbus dans ses versions A300, A310 et leurs dérivés, l'innovant A320 et les A330 et A340, A380

Pour assumer ses responsabilités, maintenir les potentiels de recherche, d'études et de réalisation, liés au progrès et à l'innovation, c'est tout naturellement que la CGT va impulser et soutenir le projet de très gros porteur **A3XX**, devenu **l'A380**.

Ce projet existait depuis de nombreuses années dans les cartons du service des avant-projets d'**Aérospatiale**. Dès qu'est apparu pour les compagnies aériennes le besoin d'un tel avion, la CGT, à tous les niveaux, a donné l'impulsion nécessaire au soutien des salariés au projet. Un combat qui débute dans la période **1994-1995** de luttes massives contre les déclarations du premier ministre **Balladur** prônant la privatisation de l'**Aérospatiale** et toutes ses conséquences. Plus de 5 000 salariés arpentent et bloquent la rocade A624 de Colomiers. Inquiète des projets du gouvernement, la **Fédération de la métallurgie CGT** déclarait le **5 janvier**

1998 que « *l'avenir de l'industrie aéronautique et spatiale européenne ne peut se construire par un affaiblissement des atouts nationaux* » et ajoutait : « *Dès aujourd'hui, il est urgent de placer tous les efforts et les moyens dans le cadre de coopérations pour le lancement de projets nouveaux tels que le gros porteur Airbus A3XX, l'avion régional AIRJET 70, le moteur SPW 14, les études sur le supersonique.* »

De son côté, le syndicat CGT de l'établissement de **Toulouse** écrivait à **Lionel Jospin**, Premier ministre : « *Pour continuer d'exister, il faut aller de l'avant, et il convient aujourd'hui de lancer de nouveaux projets. L'A3XX est bien le projet d'avenir pour l'industrie aéronautique française et européenne* »

Il précisait que, si tout le monde était d'accord (industriels et politiques) pour son lancement, « *aucune décision concrète n'a été prise, ce qui engendre beaucoup d'incertitudes et d'inquiétudes parmi le personnel* ».

Cette campagne s'est traduite par des signatures de pétitions, des manifestations, notamment en **janvier 1999**, sur la place du Capitole, à l'initiative de la députée européenne **Sylviane Ainaudi**, qui rassembla les élus de tous bords pour réclamer, avec le Comité d'entreprise et tous les syndicats, le lancement de l'**A3XX**, ses études et son montage à **Toulouse**.

Le **29 juin 2000**, dans sa déclaration au Comité central d'entreprise, la CGT « *enregistre avec satisfaction la décision officielle du lancement de l'Airbus gros porteur A3XX...* », ajoutant que « *la détermination des salariés, des organisations syndicales et l'appui des populations et des élus locaux ont pesé sur cette décision* ». C'est le dernier en date des acquis d'une volonté des

salariés et des populations de la région. Mais l'inquiétude du syndicat n'est pas pour autant apaisée, puisqu'il précise : « *Avec la création d'EADS (société européenne intégrée) et de sa filiale Airbus (AIC), l'exigence des actionnaires ne doit pas se traduire par des délocalisations, des fermetures de sites et une pression accrue sur les salariés sous-traitants.* »

Mars-avril 2004 : les premiers tronçons de l'A380 viennent d'arriver sur le site d'Aéroconstellation pour y être assemblés.

Et ce moins de trois ans après le début des travaux.

L'après 2004; le bureau d'études d'**Airbus** est toujours tourné vers l'avenir, son service des avant-projets travaille depuis des années sur le *supersonique de deuxième génération*, *l'Aile volante*. Ces projets peuvent paraître ambitieux, mais ils ne le sont pas plus que ne l'étaient les projets de **Concorde** ou d'**Airbus** voici quarante-cinq ou cinquante ans !

Le rôle de l'Institut d'histoire sociale CGT n'est pas de se substituer aux représentants des salariés ni à leurs instances syndicales. Il est seulement de revisiter l'histoire pour en tirer des enseignements et des éclairages à la disposition de ceux dont la mission est de construire le présent et l'avenir. Mais, compte tenu de cette brève étude, on peut déjà affirmer que, demain comme hier, l'existence d'un puissant secteur aérospatial dans notre pays, et en particulier dans notre région, repose en grande partie sur la vigilance et l'action des salariés. Partant de ces constats, l'**Institut Régional d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées**, en coopération avec le comité régional CGT, a décidé l'édition d'une brochure et la tenue d'un colloque sur ce thème. Initiatives auxquelles seront invités tous ceux qui ont le souci de l'avenir de l'aérospatiale de notre région, de notre pays.



(le texte intégral est disponible sur le site de l'USTM Hte Garonne : <http://perso.wanadoo.fr/metallurgie.cgt-31>.)

Celle-ci s'est tenue au siège de la Fédération des Métaux le 2 juin 2004.

L'Institut vient d'entrer dans sa 4^{ème} année d'existence, il peut se targuer d'un bilan intéressant avec des initiatives qui aident à éclairer le présent et à préparer l'avenir.

Le rapport introductif a présenté ce que fut la démarche de l'Institut durant cette année 2003/2004 dans une situation sociale, économique, politique, où les repères sont importants face aux offensives libérales qui cassent en France, en Europe, dans le monde les acquis sociaux.

La Sécurité sociale étant un enjeu principal face à la tentative de remise en cause en France mais plus largement en Europe du système de protection sociale basé sur la répartition et la solidarité.

Le dossier paru dans le dernier cahier de l'histoire sur «Assurances maladie» de la Sécurité sociale fournit à ce sujet des éléments historiques sur la conquête de la Sécurité sociale solidaire face aux assurances privées et aux inégalités que cela conduisait et dont le risque est grand aujourd'hui d'un retour en arrière sur les questions de santé.

Le Bilan 2003 / 2004 évoque le travail effectué pour faire savoir ce qui est important aujourd'hui, de faire évoluer tout en ayant la connaissance de ce qui s'est produit auparavant.

Journée du Patrimoine ; plus de 700 participants visiteurs au 94 rue Jean Pierre Timbaud.

Conférences sur la Sécurité sociale, son histoire, son devenir

Colloque des années 50

30^{ème} anniversaire de la création de l'UFICT

Participation à l'inauguration du hall de construction de l'A380 à Toulouse.

Inauguration du centre d'archives « Jean Breteau »

Travail avec les élèves d'un collège d'Aubervilliers sur les métiers de la métallurgie.

Concernant les projets :

L'Assemblée Générale s'est déterminée sur plusieurs mises en chantier.

Une étude sur les prêtres ouvriers de la métallurgie

Le démarrage d'une recherche sur les industries de la sidérurgie et de l'Aéronautique.

La préparation du Colloque CGT sur la CGT dans le Monde – vers une contribution de la Métallurgie sur les multinationales.

Le développement des collectifs IHS

Métaux départementaux.

Notre présence avec la Fédération dans les commémorations du 60^{ème} anniversaire de la Libération où des rues de Paris porteront les noms de Henry Rol Tanguy et Henri Krasucki ainsi que l'inauguration de la stèle concernant le camp de concentration du Struthof.

La célébration du 100^{ème} anniversaire de la naissance de JP TIMBAUD.

Une brochure sur l'histoire des femmes métallurgistes dans la CGT.

Le lancement des biographies des militants de la métallurgie.

La présence de l'IHS dans les stages fédéraux.

Ce bilan et les projets ont fait l'objet d'une large discussion.

Chacune et chacun a insisté pour que l'IHS se fasse connaître largement dans les syndicats mais aussi des universitaires, des étudiants.

Des initiatives de terrain commencent à se prendre lors d'A.G. dans les départements, les syndicats. Exemple : l'expo réalisée dans l'Isère mais aussi la présence visible de l'I.H.S. au Congrès de Nantes.

Des adhérents insistent sur la nécessité d'écrire nous mêmes notre histoire tout en cherchant le concours et l'aide d'historiens.

Cela amène à insister sur la préservation de la mémoire et donc la nécessité de préserver les archives existantes, mais aussi les documents produits quotidiennement aujourd'hui.

L'IHS relancera la réflexion sur ce sujet dans la Fédération.

Un débat a lieu sur la façon de commémorer des événements, il ne s'agit pas de tomber dans la mystification de certains événements ni d'entretenir le passé en opposition au présent.

Cela ne devant pas empêcher de connaître nos racines sinon on avancerait qu'à tâtons sur les problèmes d'actualité comme l'ont souligné plusieurs intervenants.

Daniel Sanchez, secrétaire général de la FTM, dans son intervention, a insisté pour que l'IHS soit l'affaire des syndicats de la métallurgie.

«Il faut soigner la connaissance de notre histoire»... dit-il. «Elle concourt à éclairer mais aussi à maintenir les sentiments de fraternité des générations de militants. Il faut que ce soit vivant et pas triste, que cela permette de tisser des

liens.

L'histoire pour quoi faire ? Devons nous amener à y réfléchir plus largement dans la Fédération»... dit-il et il propose «qu'une rencontre de travail ait lieu avec le CEF le plus rapidement possible.»

Lors de cette A.G. des évolutions se sont faites.

Hubert Doucet a fait valoir ses droits à la retraite. Il quitte ses responsabilités de secrétaire général mais reste au Conseil d'Administration.

Désormais il est chargé de suivre le développement régional et départemental de l'I.H.S. CGT.

Jean-François CARE qui vient de quitter ses responsabilités de membre du Bureau Fédéral au 37^{ème} Congrès a été élu à l'unanimité secrétaire général de l'IHS CGT métallurgie.

L'AG ne s'est pas quittée sans faire le point des finances de l'IHS. Celles-ci sont équilibrées. Mais avec 230 adhérents l'IHS métaux ne peut développer toutes ses possibilités et notamment tous les projets et sollicitations qui lui sont présentés.

L'assemblée a donné son accord pour l'évolution du taux de cotisation des adhérents pour 2004.

Pour améliorer la présentation des comptes, des évolutions seront faites dans l'exercice 2004 pour être en conformité avec les exigences pour avoir des financements extérieurs.

Cependant l'AG a insisté sur le fait que c'est de notre nombre d'adhérents que dépendra notre activité. L'accent est donc mis sur la création de collectifs départementaux, l'aide aux syndicats d'entreprises concernant leur histoire pour nous donner les moyens d'une activité plus importante.



Le 60^e anniversaire de la Libération



Jean Borne
Secrétaire Fédéral



Henri Gautier
du Bureau Fédéral



Jean-pierre Timbaud
du Bureau Fédéral



Maurice Lacazette
du bureau Fédéral



Désiré Le Lay
du Bureau Fédéral



(Nous n'avons pas la photo)
Marcel Loeffel
du Bureau Fédéral



André Bougonon
du CEF



Antonin Dumas
du CEF



(Nous n'avons pas la photo)
Fuzelier
du CEF



Jean Thibault
du CEF



(Nous n'avons pas la photo)
Louis Fouchere
du CN



Souscrivez pour un monument au Père-Lachaise

(voir le **Courrier Fédéral N° 778 du 5 au 11 juin 2004**).

Renseignements et dons :
Amicale Natzweiler-Strutof -
Chez la Fondation pour la mémoire de la déportation
30 Bd des Invalides
- 75007 Paris

Deux Syndicalistes Honorés

Le 23 Août 2004 sera inaugurée l'Avenue Henry Rol Tanguy dans la Capitale. Elle se situera près de Denfert-Rocherau où se trouvait le poste de Commandement clandestin du chef des Forces Françaises de l'Intérieur de la Région Parisienne.

Le 24 Août ce sera l'inauguration du Square André Tollet, Président du Comité de Libération de Paris sur la place de la République.

Le 24 Août Commémoration de la Libération de la Bourse du Travail et exposition de l'IHS CGT Paris.



Métallos parisiens Aux armes !

Paris et sa banlieue se soulèvent contre l'envahisseur allemand. Dans le Paris d'aujourd'hui passe le souffle des grands combats de 1942. Paris outragé pendant 4 ans est en train de faire payer à ses bourreaux le prix de leurs crimes.

Métallos parisiens, soyez au premier rang des insurgés. Je ne vous appelle pas à la grève, je vous appelle à vous lever pour arrêter ceux, vous avez déjà tous pris votre place dans le cadre général. Je ne doute pas que bon nombre d'entre vous ont déjà pris les armes et se battent avec ceux qui sont en train de libérer Paris.

Cette lutte commencée, il faut la poursuivre, la développer, la mener jusqu'au bout jusqu'à ce que l'ennemi, pris entre les grandes unités qui marchent sur Paris et les Parisiens insurgés, soit exterminé ou capturé.

Métallos ! Il faut que demain vous puissiez dire : « J'étais de ceux qui ont libéré Paris. »

Comme devant toutes les grandes actions qui jalonnent l'histoire de Paris, certains sont pris de peur. Ils ne savent ou ne peuvent s'élever jusqu'au niveau de votre vaillance ou de votre sainte colère. Ce n'est pas embêter d'arrêter vos coups, ce n'est pas empêcher qu'on peut s'opposer avec les bourreaux de la France et qu'il faut s'en remettre à d'autres du soin de venger nos morts et de libérer notre Paris.

La seule négociation que vous admettez avec l'ennemi qui souille encore notre cité, c'est celle de la capitulation.

Vous mettez en application cette formule du général de Gaulle : « Les seuls Allemands qui restent en France doivent être des morts ou des prisonniers. »

Métallos parisiens ! Aux armes !

Fus, fus sur les canonniers de Timbraut, de Pierre Semard, de Piel et de tant de autres.

Fus, fus sans pitié contre ceux qui brûlent femmes et enfants dans l'Allemagne d'Oradour.

Fus, fus contre ceux qui vous ont humiliés pendant 4 ans de leur marque insalubre.

Ces l'ennemi, celui à votre mort, ne puisse s'échapper de votre main, que le grand Paris le brise implacablement dans le tourbillon de sa révolte et que vous, métallos, soyez les premiers parmi les vengeurs.

Benoît FRACHON,
Secrétaire de la C.G.T.
Membre du Bureau du Syndicat des Métallos de la Seine.

La permanence du Syndicat des Métallos de la Région parisienne est ouverte tous les jours, de 9h à 19h, au 10, rue d'Alsace.

Les métallos sont invités à y passer en masse.



**Nous sommes plus
de 4 millions à partager une
autre idée de l'assurance**

● **Chaque jour, des centaines d'hommes et de femmes de tous horizons choisissent la Macif.**

En devenant sociétaires, ces hommes et ces femmes affirment leur attachement aux valeurs de solidarité et d'égalité qui marquent notre différence. Car en tant que vraie mutuelle, notre vocation n'est pas de rechercher le profit mais de mettre à la disposition de tous, des contrats d'assurance clairs, sûrs et complets au plus juste prix. Pour la Macif, la solidarité n'est pas qu'un principe : avec la Fondation Macif et le fonds de solidarité, nous aidons aussi les personnes en difficulté. A la Macif, les sociétaires participent directement à la vie démocratique de la mutuelle en élisant leurs délégués. Une démarche qui garantit la transparence de notre gestion et justifie la confiance que plus de 4 millions de particuliers, de sociétés, d'associations et de comités d'entreprise accordent à l'une des premières mutuelles de France.

Pour connaître le point d'accueil Macif le plus proche de votre domicile, www.macif.fr

Tél 01 55 56 57 58

**La solidarité,
de n'est pas obligatoire
c'est juste essentiel**

MACIF

LA FRANCE TOUJOURS TRAHIE PAR LES TRUSTS

La grande bourgeoisie, les trusts de l'industrie et de la finance, face à l'évolution ouvrière de 1936, ne pouvaient rester inactifs. Ce mouvement de masse mettait en danger leurs intérêts, leurs privilèges, leurs profits. Ils en concevaient toute la signification politique : les esclaves — les Spartacus du vingtième siècle — se soulevaient contre leurs maîtres.

Le Comité des Forges fut toujours le dirigeant, le financier, l'instigateur des crimes des factieux ; il fut l'état-major du plan politique fasciste des trusts.

Puisant dans la théorie et les méthodes sanguinaires de l'hitlérisme, ils utilisèrent les politiciens véreux tels que Laval, Bonnet, Pucheu, Lehieux, Daladier, ainsi, d'ailleurs, que les officiers supérieurs, d'esprit de Coblentz, comme Pétain, Weygand, et portèrent l'élément de corruption par l'argent jusqu'au sein de la C.G.T. avec les Belin, Dumoulin, Roy et Compagnie. Un seul but à atteindre : la réalisation de leurs desseins anti-sociaux et antinationaux.

Cette politique s'affirma tout particulièrement dès 1922, où Lambert-Ribot orchestrait le sabotage des huit heures et où Robert Pinot s'écriait : « Il faut fermer les usines » ; le même Lambert-Ribot dirigea le sabotage des lois sociales de 1936 et s'écria, au cours d'une conférence :

« Le patronat s'est trouvé débordé par la soudaineté et l'ampleur du mouvement, de par son manque de cohésion.

« Il faut qu'une entente soit créée pour qu'à chaque nouvelle mesure prise par le gouvernement une hausse du coût de la vie se produise.

« Il est d'une nécessité vitale d'encourager les syndicats professionnels (jaunes), officiellement et officieusement, afin de dissocier les masses, d'affaiblir la C.G.T. et d'isoler les éléments révolutionnaires...

« Il faut encourager la presse locale, régionale et la grande presse. »

Ainsi, l'orientation des traités à la patrie fut toujours dirigée sur trois points essentiels :

1^o Organiser la hausse des prix et affamer le peuple ; provoquer des troubles sociaux afin de mieux motiver les coups de force préparés pour renforcer leurs prérogatives ;

2^o Encourager et financer les syndicats jaunes, les groupes de combat factieux, pour provoquer le peuple de France et justifier ainsi les formations d'assassins du genre de ceux de Doriot, Darnand, etc. ;

3^o Désorienter, démoraliser l'opinion publique par une presse à leur solde afin que cette opinion publique ne réagisse pas et laisse faire les bandes terroristes contre le peuple, avide de bien-être, et insulter leur dictature.

Cette orientation donnée fut suivie avec fidélité par une bourgeoisie aux abois. Elle nous conduisit à Munich, à la « drôle

— 14 —

de guerre » et coûta aux peuples du monde entier des milliers de milliards de ruines, des dizaines et des dizaines de millions de morts et d'invalides, des années de misère...

Oui, les véritables responsables de cet état de fait sont bien les trusts, les forces d'argent qui, par égoïsme de classe, trahirent les intérêts de la nation au profit de l'hitlérisme, forme la plus aiguë des méthodes de violence au service d'un capitalisme à son déclin et agonisant.

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Une rapide rétrospective des temps passés nous remémorera la lutte impitoyable menée contre le fascisme par notre Fédération des Métaux, avant même l'époque tragique de 1940 à 1944.

Le fascisme était, et reste l'ultime moyen de coercition, de terreur, de brutalité de sang, d'une bourgeoisie aux abois, agonisante, au terme de son histoire, et qui ne veut pas mourir.

Cette lutte du peuple de France, où nos métallurgistes se distinguèrent, alterna entre les durs combats de rues et les puissantes manifestations des masses contre le fascisme. L'occupation des usines (1936), l'amélioration des conditions sociales (accords Maignon de juin 1936), le combat pour l'Espagne républicaine contre la « non-intervention » furent autant de vigoureuses réactions contre les trusts et le fascisme d'un peuple aspirant depuis de longs siècles à la démocratie et à la liberté.

Ces dix années de lutte mettent en relief l'évolution continue du niveau politique des métallurgistes qui marquèrent ces événements de leur volonté de ne point faiblir face aux méthodes hitlériennes des trusts. Si ces derniers, lors des complicités gouvernementales, et des Judas syndicalistes, purent un moment vaincre le prolétariat français (1938-1939), l'ultime bataille de ce stade devait rester acquise à notre classe (1944), comme nous restera acquis le succès final dans la lutte pour une société sans classes.

PLUTOT LA SERVITUDE QUE LA MORT !

Les Judas du syndicalisme : Belin, Dumoulin, Roy, etc., ne pouvaient se présenter dans la C.G.T. avec ce pur programme tendant des trusts. Les syndiqués auraient trop vite compris la manœuvre. Aussi utilisa-t-on le slogan de « l'indépendance syndicalisme » qui ne pouvait être mise en danger que par eux-mêmes, ou, alors, « l'antisovietisme » forcené.

Devant les dangers de la guerre préparée par Hitler, et pour aboter la défense du pays, ces mêmes traitres se drapaient du manteau du « pacifisme bêtant », s'époumonaient à hurler le slogan : « Nous ne voulons pas mourir pour Dantzig ! », ou :

— 15 —

« Plutôt la servitude que la mort », ce dernier personnifiant bien la lâcheté. Pendant ce temps-là, Hitler pratiquait la maxime : « Pas de beurre, mais voilà des canons ! »

Notre action fut continue contre ces nazis français.

Sur le problème de la paix, notre camarade A. Croizat, au congrès de 1938, précisa notre position :

« Notre position sur la paix ? Nous ne croyons pas à la fatalité de la guerre. Notre Fédération, fidèle à ses traditions, lutte et continuera de lutter pour la paix. Mais nous ne séparons pas cette volonté de celle de maintenir nos libertés. Nous n'acceptons pas d'être enfermés dans ce dilemme : « Plutôt la servitude que la guerre. » Nous savons que la servitude n'empêche pas la guerre, au contraire, elle la précipite... »

Et notre ami en appelait à la ronde de la paix autour du fascisme hitlérien afin de briser son tragique plan de guerre ; le congrès fédéral invitait les peuples à jouer la dernière carte pour sauver la paix et réclamait l'unité des démocraties pour la sécurité collective.

La Fédération des Métaux envoya un télégramme à Daladier, à Munich, rédigé en ces termes :

« Président Daladier, Munich.

« Au nom 800.000 travailleurs métallurgistes de France, adhérents C.G.T., nous demandons de mettre tout en œuvre pour sauver la paix inséparable de l'indépendance et de l'intégrité de la Tchécoslovaquie.

« Considérant que résistance et union des forces démocratiques des divers pays constituent garantie essentielle de paix, demandons que peuple tchécoslovaque ne soit pas sacrifié aux intolérables exigences des fauteurs de guerre du fascisme international.

« Vive la paix dans la liberté et l'indépendance des peuples ! »

Mais, déjà, la trahison était consommée, et c'est Emile Buré qui, dans « L'Ordre » du 4 octobre 1938, écrivait :

« Une certaine féodalité financière et industrielle, par esprit de classe et par esprit de lucre, a, dans notre démocratie, conduit le jeu défaitiste. »

L'accusation est directe et clairement lancée à l'adresse des deux cents familles. Mais les trusts dirigés par les de Wendel, Schneider et autres Daum voyaient dans la guerre le moyen suprême pour mater la classe ouvrière et sauver leurs privilèges.

Les trusts réagissaient contre les forces populaires en sabotant la production dès 1938-1939, tandis que la Fédération dénonçait leur action antinationale et proposait les trois équipes de huit heures, sortait les affiches « Des avions ! Des avions ! » et réclamait l'unité syndicale internationale afin de briser le plan guerrier du nazisme allemand.

— 16 —



LA CHASSE AUX PATRIOTES AU PROFIT D'HITLER

Le sabotage des forces de la nation, selon le plan de Lambert-Ribot, se matérialisait et, dès septembre 1939, les forces réactionnaires hitlériennes de France, aidées des Daladier, Bonnet et, dans la C.G.T., des Belin, Dumoulin, Roy, attaquaient l'unité des forces françaises, l'unité du peuple, alors qu'Hitler déclenchait la guerre partout.

Dès 1939, les trusts avaient désorganisé le moral du pays. En septembre 1939, la répression commençait. Le 1^{er} juillet 1939, le traître Bonnet assurait Welzeck, ambassadeur d'Allemagne, que la « lutte anticommuniste » s'ouvrirait et, le 20 mars 1940, le ministre de l'Intérieur pouvait rendre publique sa chasse aux patriotes :

- 2.778 élus communistes déchus ;
- 159 journaux supprimés ;
- 620 syndicats dissous ;
- 11.000 perquisitions ;
- 3.400 arrestations ;
- 800 sanctions de fonctionnaires, les dirigeants syndicaux antimunichois chassés de la C.G.T.

On faisait la chasse aux communistes pour, ensuite, s'attaquer à tous les patriotes : socialistes, républicains chrétiens, Français honnêtes, et on utilisait les lâches aux fins de trahison.

Le grand argument de l'heure fut « le pacte germano-soviétique ». L'Union soviétique demandait, pour signer un accord militaire tripartite, que fut reconnu à l'armée rouge le droit de passage en Pologne. Cette demande fut rejetée. L'U.R.S.S. ne pouvait donc attaquer Hitler, n'ayant pas, avec l'Allemagne, de frontière commune.

Que cherchait-on ? A détourner sur l'U.R.S.S. l'orage de la guerre, piège grossier que l'Union soviétique déjoua. Et la « drôle de guerre » entra dans sa première phase par l'envoi de troupes françaises en Syrie, se préparant à attaquer Bakou et Batoum, centres pétroliers russes, tandis que le calme et l'ennui régnaient parmi nos troupes sur le front de France. Nous eûmes toujours confiance dans le pays du socialisme et le temps nous donna raison.

La lutte contre la classe ouvrière s'accroît à l'intérieur du pays. Séroil faisait voter la peine de mort contre les patriotes.

Pendant toute cette période, notre Fédération ne cessa de lutter contre les traîtres munichois, prit la direction du combat, revendicatif et s'organisa suivant des méthodes illégales qu'elle n'abandonna qu'à la libération du territoire.

— 17 —

RIPOSTE DANS LA CLANDESTINITÉ

Dès septembre 1939 la scission dans la C.G.T. consommée, nos organisations syndicales furent quelque peu désorientées. Nos cadres se ressaisirent vite sous l'impulsion énergique de notre grand ami Frachon. Dès 1940, sous la forme illégale, nous organisons nos comités populaires dans les usines. La reprise de contact avec nos cadres et nos syndiqués s'opère ; la confiance reprend ; la lutte revendicative renaît.

Bien que nos camarades Croizat et Costes aient été arrêtés en tant que députés communistes, la direction fédérale est réorganisée dans l'illégalité. La vie active reprend dans les usines. Nos comités populaires se développent. Les directions du comité central des C. P. de la métallurgie sont parfois décimées par la police, mais aussitôt reconstituées par de jeunes forces.

Après la débâcle, la France fut soumise au joug militaire, économique, social et politique des hitlériens, repris par Pétain-Laval.

Notre principal ennemi fut alors ce gouvernement de pitres et de traîtres. Ce fut aussi l'envahisseur. Rien ne fut négligé dans notre lutte jusqu'en 1944, jusqu'à la libération.

Pétain, Belin, Roy prétendaient instaurer en France la Charte du Travail ayant pour but essentiel de briser l'élan des masses et d'extirper de l'esprit des travailleurs leur instinct de lutte de classes, oubliant que celle-ci n'est pas un produit d'importation, mais bien la conséquence logique d'un état de fait découlant de l'existence de deux classes antagonistes.

S'attaquer à l'occupant, aux traîtres de Vichy à Pétain et à son acrochage de conseillers du Comité des Forges et de leurs valets syndicaux fut notre ligne d'action. Le sabotage de la production fut organisé méthodiquement ; l'action engagée pour obtenir la carte de pain « travailleurs de force ». L'ouverture des cantines, le relèvement des salaires, le ravitaillement dans les usines par des groupes d'achat, le paiement d'indemnités et l'allocation de chômage furent autant de revendications inspirées par nous.

Dès 1940, cette action revendicative alterna avec le sabotage de la production mise au service des nazis, et ceci jusqu'à l'insurrection. Nos comités populaires illégaux proclamaient : « Ouvriers, techniciens, ingénieurs, sabotez, brisez les machines, incendiez les usines plutôt que de les voir servir à l'appareil de guerre hitlérien ! » Leur appel fut entendu par nos courageux F. T. P. qui nous aidèrent dans cette besogne.

Dans la région parisienne, nos comités populaires contrôlaient des groupes clandestins dans les deux tiers des entreprises. La Charte du Travail, malgré les efforts de Roy, de Bardollet, de Gastal et autres lâches, ne plaisait pas à nos métallurgistes. Le bon sens ouvrier avait le dessus sur une conception toute médiévale d'un corporatisme étroit et de caractère artisanal, d'un paternalisme vexant et dégradant, tout au service du Comité des Forges, des gros financiers et des trusts qui dirigeaient la politique de Pétain.

— 18 —

Ces quelques chiffres sur les effectifs de la Fédération des Métaux pendant la gestion de Roy se suffisent à eux-mêmes pour démontrer l'impopularité de la Charte et de ses défenseurs :

1941	21.000	syndiqués
1942	19.000	—
1943	56.000	—

Pendant cette dernière année, les ouvriers suivirent notre mot d'ordre : « Entrez dans les comités populaires, chassez-en les traîtres, lutez ! » C'est ce qui explique l'augmentation des effectifs en 1943.

Dès le 16 août 1944, dans cette même région parisienne, le mot d'ordre de l'insurrection fut lancé par nos camarades B. Frachon pour la C.G.T. et R. Semat pour la Fédération des Métaux par une affiche où figuraient les deux proclamations avec la photographie de notre grand Timbaud.

Alors que nous menions une lutte sans merci contre l'envahisseur, les Roy, Bardollet, Dupaquier, Gastal, Galantus, etc., se vautre dans la plus immonde collaboration avec les assassins de nos milliers de martyrs.

Roy, en particulier, a dénoncé des camarades à la police et fit sortir de prison des gangsters tels que Mazzei, dina plusieurs fois avec Lehideux, fut l'agent de la Gestapo et livra des métallurgistes aux forçats d'Allemagne. Et le gouvernement laisse en liberté ces gredins, se refuse à l'arrestation de ces traîtres et, mieux, libère déjà ceux arrêtés !

Nous sommes loin des déclarations grandiloquentes des bavards de la radio de Londres !

SUR LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ

Nous arrivâmes à l'insurrection, non sans laisser sur notre chemin de glorieux compagnons morts pour que vive la France, des emprisonnés, des déportés dans les camps d'extermination nazis, dont beaucoup ne sont pas revenus !

Lors de l'insurrection nos métallurgistes, soit dans les usines, soit dans les milices ouvrières, dans la rue, sur les barricades, firent leur devoir. Dans les F.T.P., ils se couvrirent de gloire, sous la haute direction des Tillon, Prenant, Rol-Tanguy et tant d'autres.

Pendant la grève insurrectionnelle, les métallurgistes, avec les cheminots et la police parisienne, jouèrent un rôle décisif malgré la manœuvre de fermeture des usines pour congés payés.

Toute notre action, si rapidement décriée, fut toujours dominée par notre désir d'unité avec tous les patriotes. Dès 1942-1943, des prises de contact eurent lieu avec nos camarades confédérés répudiant la politique de Vichy, desquels nous étions séparés depuis septembre 1939, ce qui permit la réalisation de l'unité syndicale.

Le regroupement des forces syndicales s'opéra avec rapidité, dynamisme et dans un merveilleux enthousiasme qui nous fit

— 19 —



espérer des jours meilleurs. Cet accroissement de nos forces et de notre puissance a entraîné, inévitablement, des responsabilités profondes dans le système économique, social et politique de notre pays.

Dans leur lutte armée contre l'hitlérisme, pour la liberté et la démocratie, les travailleurs de la métallurgie, tout le peuple de France ont marqué une étape historique qui les rapproche du moment où ils auront à jouer un rôle décisif pour leur émancipation.

VERS LE MILLION D'ADHÉRENTS !

Dès la libération, notre Fédération a repris sa place au 213, rue Lafayette. Les difficultés rencontrées au début furent surmontées petit à petit. La confiance des métallurgistes en leur Fédération et en ses dirigeants courageux et honnêtes reprit.

Le barème des cartes payées est, en cela, très significatif :

1938	778.000
1939	503.000
1940	69.273
1941	21.057
1942	19.110
1943	56.135
1944 (janvier)	40.710
1945 (novembre)	839.757

Ce tableau, suffisamment éloquent, démontre assez le dégoût des métallos pour l'équipe Roy-Pétain. Les valets-flics ne furent pas suivis. Les hommes de la Charte furent toujours condamnés par les travailleurs.

En décembre 1944 se tint le premier comité fédéral national qui consacra par un vote unanime, la confiance aux secrétaires. Il examina la situation, prit des décisions importantes en ce qui concerne la réorganisation fédérale et détermina ainsi l'orientation de la Fédération :

1° Produire... Produire... Utiliser nos faibles ressources pour armer, équiper nos F.F.I. et repousser, vaincre le fascisme hitlérien jusqu'à son dernier repaire : Berlin ;

2° S'élancer avec enthousiasme vers des méthodes plus rationnelles pour une production accrue et pour le redressement économique du pays ;

3° Réviser les salaires. Améliorer les conditions d'existence des travailleurs sans lesquels une surproduction est impossible.

Travailler sans relâche à l'application de ces mots d'ordre fut notre tâche. Atteindre ce noble but, organiser et travailler à la renaissance de la France fut pour nous la préoccupation essentielle, cela malgré nos usines écrasées, notre outillage désuet, le manque de matières premières, le sabotage permanent des trusts. Les métallurgistes, travaillant dans des conditions

— 20 —

tout à fait pénibles, parfois parmi des décombres non déblayés, sans toiture, par toutes les intempéries, réparèrent tanks, camions armés de toutes sortes, moteurs, avions, matériel de transport et de mine, etc., etc...

Notre unité syndicale réalisée se renforça d'éléments nouveaux :

— La section fédérale des techniciens, employés et agents de maîtrise ;

— Le syndicat national des cadres et ingénieurs de la métallurgie.

Les forces de l'intelligence, du savoir, de l'invention, celles du commandement, venaient rejoindre les forces ouvrières pour mener à bien notre programme productif et faire de la France la nation puissante et respectée qu'elle a toujours été.

Les nouvelles formes d'organisation et de structure de notre Fédération furent déterminées avec le souci de respecter notre conception de toujours sur les syndicats d'industrie :

— Une usine : une seule section syndicale.

— Une usine : un seul syndicat représenté.

— Une industrie : une seule fédération.

Fin 1945, nous enregistrons en ce domaine de belles réalisations, que le rapport d'organisation précise plus clairement et en détail.

En un an, la Fédération des Métaux a regagné sa puissance, son rayonnement, son dynamisme et marche allègrement vers le million d'adhérents.

- 21 -



« Plus jamais ça ! »



Le Conseil National Fédéral en 1945
1^{ère} réunion nationale, Ambroise Croizat est à la tribune.